



Déclaration liminaire de l'UNSA Education au CTA du 11 juin 2021

Madame la rectrice,

Mesdames et messieurs les membres du CTA,

Résultats de l'édition 2021 du Baromètre UNSA de tous les métiers : Besoin urgent d'être reconnus et respectés !

Cette année encore **l'UNSA Éducation** alerte sur l'état de la profession après l'enquête annuelle à laquelle plus de 2000 collègues ont répondu dans notre académie et 35000 nationalement. Avec une participation en nette hausse, les résultats de cette 9ème édition du Baromètre montrent combien, quel que soit leur métier, nos collègues sont impactés par la crise sanitaire alors même que le malaise dans la profession se confirme d'année en année.

À 92% nos collègues sont toujours aussi nombreuses et nombreux à aimer leur métier et les variations entre 2020 et 2021 laissent entrevoir une forme de résilience. L'année qui vient de s'écouler a été marquée par une crise sanitaire inédite, dont les conséquences économiques, sociales sont encore particulièrement difficiles à vivre pour la population. Dans ce contexte aussi inédit qu'anxiogène, les personnels ont permis de garantir la continuité du service public d'éducation. Ils ont assuré ce lien précieux avec les élèves et leur famille ce qui est confirmé dans leurs réponses et leurs contributions aux questions ouvertes. En étant 76% à se dire heureux d'exercer leur profession et 73% à trouver du sens à leur missions, c'est respectivement en hausse de +3 points et + 5 points en comparaison aux résultats de l'année 2020.

Pour autant, ce sursaut ne parvient ni à inverser, ni même à masquer la tendance observée depuis des années, encore plus nette depuis 3 ans et que nous avons désignée comme une « rupture de confiance ».

En effet, 66% des répondants disent ressentir un manque de respect et de reconnaissance dans l'exercice de leur pratique professionnelle, soit une augmentation de +2 points par rapport à 2019 et + 14 points par rapport à 2016. Par ailleurs, elles et ils sont toujours plus nombreux à exprimer une perte de sens, 24 % contre 20% en 2019 et 18% en 2016. Et seulement 3 collègues sur 10 estiment que leurs conditions de travail sont satisfaisantes.

Représentant tous les métiers de l'Éducation, notre fédération appelle les pouvoirs publics à se saisir de cette dichotomie persistante entre l'enthousiasme de nos collègues à exercer leur mission au quotidien et ce poids de plus en plus fort sur leur pratique. Cette situation met à mal l'attractivité de nos métiers ainsi que le bien-être de nos collègues.

De plus en plus exprimée comme un besoin, nous demandons ainsi, à ce que la qualité de vie et la santé au travail deviennent une priorité pour les prochaines politiques publiques d'éducation et plus largement des services publics.

34% des collègues disent avoir souffert du contexte, et 13% expriment des craintes pour leur santé. Dans le cadre de l'accompagnement RH des agents, qui reste largement à améliorer, ce thème de la santé s'impose comme un volet majeur et une attente légitime que nous réaffirmons à nouveau. Force de propositions **l'UNSA Éducation** continuera d'aller à la rencontre des collègues des établissements et des services pour leur donner la parole, témoigner de leurs situations professionnelles, débattre avec eux des solutions à apporter.

Nous continuons également de porter nos exigences sur lesquelles nos collègues attendent des avancées significatives. Le pouvoir d'achat qui, cité à 60%, reste toujours l'axe d'amélioration prioritaire devant la charge de travail (42%) et les perspectives de carrières (33%).

Le télétravail s'est imposé et les personnels ont dû s'adapter. Nous agissons pour qu'il soit proposé et mis en œuvre dans de bonnes conditions au sein de la Fonction publique. Les besoins en formation initiale et continue sont à nouveau exprimés. Sur cet axe également, **l'UNSA Éducation** appelle les ministères à ce qu'une réelle politique volontariste soit proposée à l'ensemble des personnels et réponde aux enjeux actuels.

Attachée aux valeurs de la République et à la laïcité, **l'UNSA Éducation** insiste sur la nécessité d'une formation plus adaptée sur ces thématiques pour tous les personnels, afin de renforcer la cohésion de notre société. En effet, 80 % des personnels soulignent qu'ils n'ont pas reçu de formation adaptée et qu'il faut un meilleur accompagnement.

Les défis sont devant nous : «Réduire le nombre d'élèves en situation de rupture pédagogique» cité à 49% et «Lutter contre le poids des inégalités sociale sur le parcours scolaire» à 44% sont les deux grandes priorités de nos collègues à l'issue de cette crise. Des résultats qui font écho à ce qu'ils expriment par les questions ouvertes.

Dans son projet éducatif et de société, **l'UNSA Éducation** affirme et défend un système d'Éducation qui lie fortement le bien-être de ses personnels et une plus grande inclusion et réussite pour chaque jeune. Forts de notre syndicalisme de la proximité et du dialogue, nous proposons des solutions et nous revendiquons des améliorations concrètes.

L'UNSA Education remercie les personnels pour leur participation à l'enquête.

Grenelle de l'Éducation : Une marche supplémentaire qui permet des discussions, une grande vigilance sur les détails des engagements

Jean-Michel Blanquer a présenté le 26 mai ses conclusions du Grenelle de l'Éducation en recevant les organisations syndicales puis dans une conférence de presse au CESE. Le ministre a annoncé une hausse de 500 millions d'euros pour 2022 (dont 400 millions pour de nouvelles mesures) à laquelle s'ajoutent aussi 200 millions pour participer au financement de la Protection sociale complémentaire des collègues.

Pour **l'UNSA Éducation** cette marche supplémentaire qui vient s'ajouter à celle de 2021 est une nouvelle étape de revalorisation. En revanche, des marches supplémentaires restent nécessaires à une revalorisation indispensable de tous les personnels de l'Éducation. En ce sens l'absence de Loi de Programmation est une déception et une occasion ratée pour inscrire solidement les perspectives dans la durée.

Le ministre a présenté 12 engagements qui recouvrent différents aspects : revalorisation, parcours professionnels, accompagnement, RH de proximité, lien entre l'employeur et les personnels, protection des personnels, action sociale, pilotage des établissements, direction d'école, esprit d'équipe, collectifs pédagogiques, continuité pédagogique, observatoire des rémunérations et du bien-être professionnel, remplacement, formation continue.

Par cette séquence, le ministre clôt le Grenelle et renvoie, sur plusieurs sujets, à des discussions avec les organisations syndicales pendant le mois de juin. Il s'est engagé à la poursuite de la revalorisation des débuts de carrières enseignantes, la fluidification des parcours par de meilleurs taux de promotions, la revalorisation de la direction d'école, des AESH, des professeurs formateurs, de la filière administrative, des personnels de santé et des inspecteurs.

Il faut maintenant que ces annonces se traduisent par des mesures concrètes avec une projection pluriannuelle.

Des personnels sont oubliés dans les annonces : Assistants de service social, les AED, les DDFPT, personnels techniques. Nous demandons à ce que des mesures viennent reconnaître leur travail.

L'UNSA Éducation participera activement à l'ensemble des sujets qui seront ouverts au dialogue social en juin. Elle sera très attentive à ce que ce dialogue ne soit pas l'occasion de voir réapparaître discrètement des chiffons rouges

ou des contreparties qui viendraient alourdir la charge de travail de nos collègues ou instaurer des mesures idéologiques comme la rémunération au mérite des enseignants. **L'UNSA Éducation** s'y est opposée depuis plusieurs mois et continuera à le faire si nécessaire.

Au-delà des mesures de revalorisation le ministre a également évoqué avec les organisations syndicales des possibilités d'ajustements pour la rentrée 2021.

L'UNSA Éducation renouvelle sa demande forte de moyens supplémentaires notamment pour les collèges et les lycées qui subissent une suppression de 1800 postes nationalement dont 160 dans notre académie.

Organisation de la rentrée 2021 dans les services

Le regroupement à la DEC du DNB a été évoqué de façon approfondie en GT et en CTSA en suscitant des réactions unanimement critiques sur la méthode, le calendrier et l'impact sur les personnels. Il est regrettable que la note de présentation au CTA ne soit pas le reflet de ces échanges et ne donne pas aux élus du CTA les éclairages indispensables pour comprendre la philosophie de ce changement d'organisation.

La DEC est actuellement en grande difficulté. La précipitation avec laquelle cette décision a été prise entraîne de multiples conséquences pour les personnels comme des changements brutaux de postes de travail et le maintien provisoire d'une partie des missions aux collègues de la DSDEN73 pour la session de rattrapage. Comme nous l'avons déjà évoqué par ailleurs, l'UNSA Education déplore cette situation.

Concernant la feuille de route RH, **L'UNSA Education** a enfin été entendue par le Ministère à l'occasion du Grenelle de l'Éducation sur la nécessité de définir une stratégie de GRH lisible et ambitieuse vu les enjeux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. L'engagement dans ce processus de l'Académie de Grenoble, l'une des plus sous-administrées de France, convient d'être salué. Et nous serons attentifs à la traduction concrète et la plus rapide possible de ces engagements, en y apportant notre concours et notre vigilance.

Concernant le plan de formation dont la refonte en profondeur est une des conséquences de la mise en œuvre de cette feuille de route RH, là encore nous veillerons à ce que les engagements ministériels se traduisent dans notre Académie. Nous serons attentifs à ce que les mesures soient à la hauteur des exigences posées par le renforcement de la formation initiale et continue des agents et tout particulièrement lors de leur prise de poste et lors des moments clefs de leur carrière.

Sur l'exécution budgétaire, il est regrettable qu'aucun comparatif avec l'année précédente ne soit présenté pouvant mettre en exergue les conséquences et influences de la crise sanitaire.

Pour conclure cette intervention, **L'UNSA Education** tient à vous alerter une fois de plus, madame la rectrice, sur l'extrême tension que subissent tous les personnels, particulièrement en ce mois de juin, où orientation et examens rajoutent une charge importante, alors que les équipes ont déjà porté le système éducatif à bout de bras sans compter leurs efforts depuis le début de la crise. Les dysfonctionnements et les lourdeurs des applications informatiques (Cyclade, Santorin, TSO, Affelnet,...), des recommandations et des injonctions de dernière minute, ne font que rajouter au malaise ambiant.

Pour l'UNSA Education

**Serge Ravel
Zohra Ouchchane
Sophie Descazaux
Jean-Marie Lasserre**